

Québec français

Gilles Bibeau : Ouverture(s) sur le langage

Yolande Ricard

Numéro 78, été 1990

URI : id.erudit.org/iderudit/44715ac

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Publications Québec français

ISSN 0316-2052 (imprimé)
1923-5119 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Ricard, Y. (1990). Gilles Bibeau : Ouverture(s) sur le langage. *Québec français*, (78), 84–86.

Tous droits réservés © Les Publications Québec français, 1990

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne. [<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>]



Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. www.erudit.org

INTERVIEW

Gilles Bibeau

Ouverture(s) sur le langage

Propos recueillis par
Yolande Ricard

On affirme souvent qu'on vit une crise de la langue parlée et écrite au Québec. Comment vous situez-vous face à cette affirmation ?

Je me situe un peu à contre-courant parce que j'ai la conviction qu'on n'est pas en présence d'une véritable crise, qu'il y a une espèce d'inflation verbale. Une crise suppose que la société ne fonctionne plus normalement. Il y aurait des manques, des trous importants en ce qui concerne la compétence langagière à différents niveaux et cela créerait des problèmes sociaux, économiques, éducatifs... Il y a peut-être des problèmes d'aménagement des compétences langagières dans la société québécoise, mais je ne crois pas qu'il y ait des lacunes graves. Ceux qui parlent de crise ne la définissent pas en fonction des besoins de la société, mais en fonction des objectifs ou des attentes qu'ils ont, de choses difficiles à définir et autour desquelles il est difficile de faire un consensus : ce n'est pas la même chose; ce n'est pas la même sorte de crise. La situation du Québec est identique à celle de tous les pays occidentaux qui ont des systèmes éducatifs développés. Ce n'est donc pas un problème éducatif particulier au Québec. C'est plutôt un problème d'organisation sociale, de civilisation même, un problème dû aux circonstances nouvelles créées par le type de monde dans lequel nous vivons.

Pourriez-vous nous parler des problèmes d'organisation sociale qui seraient à la base de cette situation ?

C'est là le premier niveau du problème. Quand on regarde les types de fonctions qui sont exercées par les individus dans les sociétés modernes et qu'on les compare à ce qui existait auparavant, on se rend compte qu'il y a une multiplicité de fonctions nouvelles et que plusieurs fonctions antérieures ont disparu. Le

raffinement dans l'expression linguistique de nos besoins était la plupart du temps moins important parce qu'on se satisfaisait d'une langue courante pour des besoins plus simples, plus répétitifs, moins variés. Aujourd'hui, les conditions ont changé : les conditions de travail, les conditions de vie, les types de relations se sont considérablement modifiés à travers toutes les couches de la société. Il y a plus de gens qui ont l'air d'avoir une vie plus compliquée et on a l'impression qu'ils ont besoin d'une langue plus complexe pour survivre. Je ne suis pas sûr que la vie compliquée ait rendu nécessaire la maîtrise avancée du code linguistique pour tout le monde. Cela mériterait une étude approfondie.

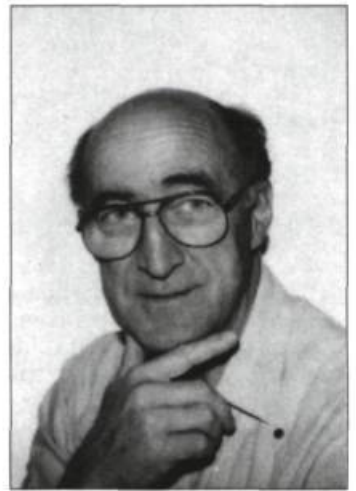
Sur le plan socio-politique, la démocratisation de l'enseignement ou la démocratisation tout court est-elle en partie liée à cette situation ?

Elle est liée au fait que, même si on soumet les enfants à des programmes d'enseignement qui comportent l'acquisition de la maîtrise avancée de la langue, les enfants n'atteignent pas tous ces objectifs-là. La raison pour laquelle plusieurs (la majorité) ne les atteignent pas, c'est en grande partie parce qu'ils ne le veulent pas. Les enfants sont libres de faire ce qu'ils veulent : s'ils ne veulent pas corriger leurs fautes d'orthographe, eh bien, ils ne les corrigent pas, tout simplement. Les systèmes éducatifs actuels n'ont pas prévu d'intervenir pour les forcer à le faire. On ne peut pas penser que des parents ou des enseignants puissent forcer des enfants à faire des choses qu'ils ne veulent pas faire. De nos jours, on adapte plutôt les lois, les règles ou les objectifs à ce que les gens veulent bien faire. C'est cela, l'esprit de la démocratie, c'est le respect du pouvoir politique de chaque individu dans la définition des objectifs de la société. De plus, il y a tout le jeu des

niveaux linguistiques, des registres de langue qui changent. Autrefois, la seule langue valable était celle des écrivains, celle de monsieur le curé ou celle des intellectuels. Aujourd'hui, quand on demande à des jeunes qu'elle est la meilleure langue à utiliser, ils répondent souvent, comme les linguistes : celle que nous parlons, celle qui nous permet de communiquer. D'ailleurs, nos programmes d'enseignement sont placés dans cette perspective de capacité communicative, de fonctionnalité, de pragmatique.

Est-ce que ce serait souhaitable ou tout simplement possible de retourner à des méthodes plus sévères, à une discipline plus grande dans l'enseignement du français ?

Je ne crois pas. Le programme actuel est orienté vers la capacité de communiquer. Cela implique, bien sûr, que l'individu doit posséder les structures de la langue; cela implique surtout qu'il doit les utiliser en tenant compte de la situation, de l'interlocuteur, d'un ensemble de facteurs appartenant à la communication langagière et que l'on considère comme plus importants que la précision ou le développement esthétique de la forme. Je suis parfaitement d'accord avec le programme actuel parce que je trouve qu'il convient bien à notre société : une société extrêmement communicative, variée, non discriminatoire, dans ce sens que les gens ont la liberté d'utiliser différentes formes linguistiques dans la mesure où ils arrivent à communiquer leurs idées, leurs sentiments. On pourrait revenir en arrière, on pourrait rêver du début du siècle et de la formation classique. Mais, si on veut donner des objectifs raisonnables à l'enseignement de la langue, il faut donner des objectifs qui coïncident non seulement avec les usages, mais aussi avec les valeurs de la société moderne : valeurs éducatives,



valeurs sociales, valeurs démocratiques, valeurs de respect de la culture de base des individus. On en arrive même à juger l'usage familier de la langue comme un usage acceptable : ce n'est pas un usage inférieur, c'est un autre usage, ça sert à quelque chose de spécifique. C'est la spécialisation, le raffinement, la recherche esthétique qui sont marginaux dans la langue, ce n'est pas l'usage courant.

Pouvons-nous dire que cette espèce de raffinement de la langue est réservée à une élite ?

Ceux qui constitueront cette élite linguistique ou langagière, ce seront ceux qui auront la motivation et qui réussiront dans ce domaine. J'irais plus loin, je dirais que ce sont des gens qui auront des aptitudes pour cela. On peut affirmer en effet qu'il existe des aptitudes particulières, des capacités de manipuler le langage qui sont plus grandes chez certains individus que chez d'autres, comme on l'a montré en langues secondes. Alors, ceux qui deviendront membres de l'élite, ou plutôt spécialistes du langage, ce seront ceux qui aiment cela et qui ont des aptitudes spécifiques. La maîtrise avancée de la langue codifiée et de la communication soutenue est en réalité une spécialité. Et les meilleurs spécialistes, ce sont les personnes qui sortent des universités avec un diplôme en linguistique, en langue, en littérature, en traduction.

On affirme souvent que la langue est un reflet de la pensée et que, si une langue est pauvre, la pensée l'est aussi. Qu'en pensez-vous ?

La plupart des personnes qui ont un développement langagier avancé le disent. Et l'on peut affirmer qu'il est vrai qu'un individu ayant une langue développée peut arriver à exprimer une pensée telle. Mais cela n'implique pas la réciproque, c'est-à-dire que ceux qui n'ont

pas une langue développée n'arrivent pas à penser. Dans les travaux des psychologues, — je pense en particulier à Piaget, — on parle du développement de la pensée chez l'enfant en rapport avec la langue. Les opérations de l'intelligence sont souvent associées au développement linguistique mais pas de façon nécessaire ni constante. Dès qu'un individu peut faire une proposition, peut faire une phrase, il est apte à porter des jugements, à faire des raisonnements, à penser. Ce n'est pas le fait qu'il ait 10 000 mots plutôt que 1 500 qui va rendre supérieure sa capacité de faire un raisonnement ou de penser. Évidemment, le nombre de mots et de structures touchera sa capacité d'expression, sa capacité de communication : plus l'instrument de communication est développé, plus la communication est nuancée, plus la pensée est directe. Cela ne veut pas dire que la pensée n'est pas nuancée sans une langue développée. Il est admis que celui qui n'a pas une telle langue aura plus de difficulté à exprimer ce qu'il veut dire parce que l'expression se fait à travers la langue. Il ne sera pas nécessairement moins intelligent et moins capable de concevoir, de voir la complexité d'un objet ou d'une action. On peut même affirmer que la pensée fonctionne dès qu'elle a un ensemble d'éléments linguistiques de base. S'il y a des limites, ce ne sont pas des limites de raffinement de la pensée mais des limites de raffinement de l'expression de la pensée ou de mise en rapport des mots avec la pensée.

Serait-il juste de dire que la personne qui maîtrise moins bien sa langue possède moins de pouvoir social ?

C'est évident. Quelqu'un qui arrive à exprimer des sentiments clairs, des pensées claires, bien dites, peut arriver à convaincre ou à charmer davantage et à exercer un pouvoir social à travers la

communication. Mais il y a beaucoup d'autres formes de pouvoir et certains individus peuvent préférer occuper d'autres espaces du pouvoir. Par exemple, il y a l'espace traditionnel ou primitif de la force ou de l'habileté physique; il y a l'espace de la force sociale qui consiste à exercer du pouvoir en s'associant à d'autres : la vie syndicale et les différents organismes sociaux en font une preuve quotidienne; l'argent, le succès social, le sexe même sont des formes de pouvoir. Cela n'enlève rien évidemment au pouvoir langagier.

Croyez-vous que les référents culturels que nous avons auparavant pour reconnaître le développement culturel et intellectuel de quelqu'un ne soient plus valables actuellement ?

Les référents culturels actuels sont de moins en moins ce qu'ils étaient auparavant. Les jeunes ne pensent plus de la même manière, ne disent plus les mêmes choses. On entend parfois des enseignants et des parents déplorer que les élèves ne connaissent pas le nom des grands classiques français, comme Molière par exemple, ou celui de personnages que nous considérons comme importants. Souvent, ils ne veulent même pas les connaître, ils s'en moquent. Mais le fait de ne pas savoir qui est Molière, ce qu'il a fait, ce qu'il a pensé, ou de ne pas connaître les mêmes personnes que nous fait-il que les jeunes sont des êtres moins intelligents, moins cultivés, moins développés ? Nous devrions plutôt chercher à savoir ce que les jeunes connaissent, eux, actuellement, et ce qu'ils pensent : nous aurions de belles surprises si nous étions moins sourds ou moins aveugles.

Ne croyez-vous pas que, pour garantir l'avenir, il faut comprendre le passé, il faut comprendre l'Histoire, donc qu'il faut connaître les grands penseurs, les grands auteurs qui ont participé à cette Histoire ?

C'est sans doute important pour ceux qui doivent penser notre avenir. Mais ce n'est pas nécessairement l'élite intellectuelle qui pensera notre avenir, ça peut être l'élite économique, l'élite politique, l'élite sociale. Il y a plusieurs façons d'être membre de l'élite. Il est certain qu'il y a un lien entre le passé et l'avenir et que, pour comprendre l'avenir, il vaut peut-être mieux savoir ce qui est arrivé dans le passé, mais ce n'est pas nécessairement vrai pour tout le monde ni même très important ou même possible pour ceux qui pensent notre avenir.

Notre tendance à percevoir la situation linguistique comme étant une « crise » est-elle due à notre difficulté à accepter un changement profond de culture, un changement de paradigme ?

Le vrai problème est là : c'est la difficulté d'accepter le changement. Nous avons parlé de valeurs, de référents culturels, de référents linguistiques, langagiers, de critères pour juger de ce qu'on devait retenir de l'esthétique et de certaines fonctionnalités. La difficulté d'accepter le changement, c'est une autre dimension. On constate qu'il y a un certain nombre de personnes qui acceptent le changement plus vite. Les jeunes, par exemple. Mais d'autres personnes résistent davantage. C'est normal qu'on ait des craintes, mais ce n'est pas très constructif que des intellectuels dans le monde de l'enseignement, dans le monde éducatif ou politique, aient peur du changement. Au contraire, ce sont les premiers qui devraient faire des efforts pour comprendre le changement, même si ce dernier arrive malgré eux et contrecarre leurs habitudes, leurs projets ou même leurs intérêts. Il y a des gens qui pensent qu'on vit une crise grave et qu'on devrait changer l'enseignement; il y a des gens qui pensent qu'on peut modifier des choses dans le système actuel pour connaître une amélioration dans les résultats de l'apprentissage de la langue. Je ne crois pas. Il y aurait peut-être moyen d'améliorer la situation actuelle mais on ne peut pas l'améliorer de façon substantielle et en peu de temps : il y a trop de facteurs, trop d'éléments, trop d'individus impliqués et la structure de l'implication est trop rigide. Par exemple, le ministre de l'Éducation et les enseignants

seraient-ils prêts à changer les programmes de façon importante ? Les syndicats et le gouvernement voudraient-ils négocier de nouvelles conditions de travail pour les enseignants de français, surtout au secondaire ? Quand un enseignant du secondaire rencontre entre 120 et 160 élèves au cours d'une semaine pour enseigner le français, il ne faut pas croire qu'il a le temps ou le goût de corriger une composition ou plusieurs exercices hebdomadairement. D'autre part, les élèves accepteraient-ils de passer des heures à corriger leurs fautes et à apprendre les « chinoïseries » de l'orthographe ou du style ? Les parents, d'encadrer le travail quotidien des écoliers... ?

Qu'est-ce que vous conseillerez à un enseignant pour faire face à cette situation ?

Actuellement, les enseignants font leur travail puisqu'il y a un pourcentage des jeunes qui apprennent à écrire, à développer leur langage. Ils l'apprennent à l'école en grande partie. Cela veut dire qu'on le leur enseigne. Il faudrait peut-être s'attarder davantage à décrire nos élèves, c'est-à-dire les caractéristiques de ceux qui aiment le français, de ceux qui aiment moins cela, de ceux qui sont plus habiles à faire certaines autres choses, pour renforcer leurs qualités individuelles et éviter de traiter la question de la langue de manière alarmiste ou dramatique. Si on me donnait tous les pouvoirs, je ne modifierais que légèrement les choses : j'attacherais un peu plus d'importance à la compréhension et à la lecture qu'à la production orale et écrite. J'encouragerais les enseignants à manifester plus librement leur culture langagière par la décentralisation. Peut-être ferais-je un petit ménage chez les enseignants de français aussi. Je les inviterais à passer les tests de français imposés aux étudiants d'université : s'ils ne les réussissaient pas, ils ne pourraient continuer à enseigner le français. Présentement, on fait passer les mêmes tests aux étudiants qui vont en sciences à l'université qu'à ceux qui vont en études françaises. Cela ne devrait pas être ainsi. Ceux qui vont en études françaises vont devenir les spécialistes de la langue et de la communication, on devrait être plus exigeant pour eux que pour les futurs chimistes, par exemple.

Comment expliquez-vous que les spécialistes en français aient tendance à être nostalgique du passé, de l'enseignement traditionnel, alors que vous avez une perception différente de cette réalité linguistique ?

C'est peut-être une question de cheminement personnel, de type de formation reçue, de type de préoccupations, d'expérience et peut-être de goût. Pour ma part j'ai une formation de linguiste descriptif, de linguiste « du terrain ». J'ai fait des analyses de langues inconnues. J'ai développé la préoccupation de décrire la réalité telle qu'elle est plutôt que d'essayer de la changer ou de la faire comme je voudrais qu'elle soit. J'ai dû me battre durant des années pour arriver à vaincre en moi les préjugés culturels que j'avais. J'ai une vue fonctionnelle des choses à cause de cela. Par ailleurs, j'ai œuvré autant dans le domaine des langues secondes que dans celui de la langue maternelle. Au début de ma carrière, j'ai enseigné l'anglais, le latin et le français. Plus tard, j'ai enseigné d'abord la linguistique, puis la didactique des langues à l'université. Il y a eu des écoles de pensée qui m'ont marqué aussi. Je pense au structuro-béhaviorisme qui m'a influencé par sa formulation beaucoup plus explicite de l'enseignement et de l'apprentissage. De plus, sur un plan différent, je suis un être indépendant de caractère. Certains diront que je suis un penseur divergent, c'est-à-dire que, lorsque quelqu'un dit oui, je me demande si on peut dire non. Je préfère cependant me considérer comme un universitaire qui s'interroge sur les choses, qui cherche à ne pas défendre des intérêts, mais des savoirs, des connaissances les plus objectives possibles. Je ne me demande jamais pourquoi je ne pense pas comme les autres; je me demande parfois pourquoi les autres ne pensent pas comme moi. Vous voyez, c'est peut-être de la vanité. Les idées que j'exprime sur la question des langues cependant me paraissent tellement évidentes et simples que j'ai du mal à admettre que les autres éducateurs ne pensent pas comme cela. Parfois, je me demande s'ils sont libres de tout intérêt professionnel ou s'ils ont eu le temps et le goût de réfléchir au changement de civilisation. ●